

Samia Langar : Islam et école, l'arbre qui cache la forêt

Existe-t-il réellement une incompatibilité, comme certains voudraient le laisser entendre, entre les enfants dits musulmans et la société française ? Pour Samia Langar, docteure en sciences de l'éducation et chargée d'enseignement et de recherche à l'université Lyon 2, la réponse est loin d'être évidente. « Il ne faut pas nier qu'il existe des problèmes, c'est un fait mais il faut prendre en compte la complexité de ces problèmes si l'on veut avancer. Les solutions ne sont pas sur la question religieuse, c'est l'arbre qui cache la forêt. Tant qu'on ne considérera pas une partie de la population comme des français à part entière, il y aura problème ».



Si Samia Langar s'est lancée dans une recherche sur le rapport école-islam, c'est pour comprendre des phénomènes tels que la visibilité de l'islam depuis quelques années mais aussi le recours pour certains au religieux. La chercheuse voulant aller au-delà de la médiatisation négative de l'islam, tels que les incidents à l'école, a voulu aller voir de plus près, consciente qu'il y avait là un enjeu de société très important. Sa thèse, « L'évolution de l'islam en France et ses répercussions dans l'école et la société. De la marche pour l'égalité à l'affirmation des revendications identitaires et religieuses : une problématique de la reconnaissance », part de la marche de 1983, qui était une marche citoyenne et d'égalité, une marche lors de laquelle la seule revendication était la volonté pour les enfants issus de l'immigration d'être traités comme tout autre citoyen français à part entière et non comme des citoyens de seconde zone. « Partie de ce constat, je me suis demandé pourquoi à cette époque la revendication était citoyenne et pourquoi aujourd'hui, elle revêt un aspect identitaire religieux » explique Samia.

L'islam et l'école sont-ils incompatibles ?

Poser cette question est déjà un problème. Cela en dit long de la médiatisation et de la perception qui en est faite en France. Thomas Deltombe, qui a écrit « L'islam imaginaire » en 2005, évoquait déjà une construction médiatique de l'islam, tout comme Françoise Lorcerie qui démontre dans ses nombreux travaux que l'islam est vu comme un mauvais objet. Malheureusement, les attentats, la géopolitique ont accentué cette perception. Finalement, le rapport entre l'école et l'islam n'est qu'un élément de la perception de l'islam au sein de notre société. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de problème, mais la question du rapport entre l'islam et l'école n'est qu'une des facettes des problèmes rencontrés dans la société par ces populations. Bien entendu, il y a des difficultés, mais elles sont plutôt d'ordre territorial, de discrimination, de ségrégation, d'inégalités, de

problèmes sociaux... Alors oui l'islam peut sûrement être problématique mais les enquêtés - familles, enseignants... - que j'ai rencontrés m'ont plutôt fait part de leur désarroi quant à l'enclavement territorial, la question sociale, le manque de mixité sociale... L'islam, c'est l'arbre qui cache la forêt. Et puis lorsque l'on parle de l'islam de quoi parle-t-on ? Il existe une multitude de pratiques de cette religion. La très grande majorité de ceux que j'ai rencontrés dans le cadre de ma recherche, sont plutôt dans une quête de valeurs morales. Un islam plutôt perçu comme un cadre moral, dans une fonction normative.

Des valeurs à l'encontre de celles de la République ?

Du tout, en tout cas, pas chez les personnes interrogées. Les valeurs évoquées sont très proches de celles de tout autre français : des valeurs sur la famille, sur le respect de l'autre dans toute sa diversité, sur le respect de la propriété. Des valeurs morales universelles que l'on partage tous. Ces valeurs sont une sorte de cadre moral. On peut se poser la question de pourquoi ce cadre, peut-être parce qu'aujourd'hui notre société très individualiste, en délitement, n'offre plus ce cadre. Les personnes que j'ai interrogées sont en quête de valeurs. Bien entendu, il existe aussi un islam fondamentaliste, je ne le nie pas. Mais on essentialise l'islam, c'est là le danger. Il y a bien plus de manière de pratiquer l'islam que la vision monolithique dominante. Cette quête de valeurs morales n'est pas propre aux familles musulmanes, le retour au religieux est une quête de valeurs morales portées par des individus, des personnes, l'individualisme contemporain passe aussi par là. La différence est que l'islam est beaucoup plus visible.

En quoi le rapport des familles musulmanes à l'école diffère des autres ?

Dans l'ensemble, ces familles ne diffèrent pas des autres familles. Elles sont stratégiques, veulent le meilleur cursus scolaire pour l'avenir de leurs enfants comme toutes les autres. Comme dans tous les milieux populaires, car l'on sait que les familles musulmanes sont surreprésentées dans ces milieux, qui vivent dans des quartiers, l'ascenseur social ne peut passer que par l'école. Et c'est dans ces milieux que la confiance dans l'école est la plus grande aujourd'hui. S'il existe une spécificité pour les familles musulmanes, elle est liée à leur propre cursus scolaire et leur propre vécu problématique voire négatif de l'orientation. Une spécificité que partagent ces familles avec beaucoup d'autres personnes issues de l'immigration africaine, subsaharienne et africaine du nord. Les familles que j'ai interrogées ont vécu l'orientation comme une déqualification. Cette mauvaise expérience les rend plus vigilants pour leurs propres enfants. Ce vécu négatif influe sur la relation qu'elles entretiennent avec l'école. Certains m'ont expliqué qu'ils n'étaient pas comme leurs parents, que pour leurs propres enfants, les « voies de garages c'est fini ».

La confiance en l'école a donc été troublée par le vécu des familles mais d'autres éléments sont venus l'éroder encore un peu plus. La loi contre les signes religieux

ostentatoires a été vécue comme une loi discriminante même par les familles les plus éloignées de la religion. Personne ne la remet en question mais elle a été vécue comme un stigmatisme antimusulman car elle visait exclusivement l'islam et a renvoyé ces populations à une identité qu'ils ne revendiquaient pas nécessairement. Une forme de minorité construite en réponse aux stigmates, comme l'évoque Françoise Lorcerie.

Existe-t-il une forme d'intrusion des familles musulmanes dans les programmes ou encore, plus généralement, dans la forme scolaire ?

Il existe des cas de parents qui interviennent, mais ils sont rares. Lors de ma thèse, j'avais eu un entretien préparatoire avec un inspecteur d'académie qui m'expliquait qu'en effet certains parents interviennent, mais c'est très à la marge et très éloigné de ce qui est médiatisé. Lors de mes entretiens, les enseignants et personnels de direction ne m'ont pas rapporté ce genre de choses. Il existe des élèves qui rejettent certains enseignements, mais cela semble vraiment venir des élèves eux-mêmes.

D'ailleurs, si on se base sur des chiffres, le rapport de 2019 sur les atteintes à la laïcité, les faits sont très limités. 931 signalements ont été effectués de janvier à novembre 2018, 20% de ces signalements concernaient le port de signes ostentatoires, 13% la contestation de certains enseignements, 16% de refus d'activités scolaires, 11% pour prosélytisme et 40% pour les autres faits perturbants, ces 40% sont assez vagues pour ne pas avoir été signalés au religieux. Et puis, la formule consacrée d'atteinte à la laïcité interroge. Selon Valentine Zuber, juridiquement on ne peut parler d'atteinte à la laïcité que pour qualifier des actes, des comportements concernant les agents du service public. Peut-on parler d'atteinte à la laïcité pour les élèves ?

L'élève musulman se démarque-t-il des autres ?

Pas vraiment. Quand on parle d'élèves musulmans, finalement, on parle d'élèves vivant sur des territoires enclavés, en déficit de mixité sociale, en difficultés sociales... Des élèves, de même culture, qui sont souvent concentrés dans les mêmes établissements. L'effet de socialisation par le groupe impacte directement leur comportement. Ne faut-il pas tenir compte de l'effet de groupe, de l'adolescence ? On sait bien que lorsque l'on est jeune, la socialisation, la question de l'identité sont centrales. Alors finalement, l'identité musulmane est aussi un élément constitutif de cette construction.

Et puis l'intériorisation des discriminations, dont les jeunes ont conscience assez tôt, induit chez certains élèves une « posture revendicative » selon la formule de Jean-Pierre Zirotti. Il me semble donc que les affirmations identitaires, religieuses, masquent une demande de reconnaissance avec un sentiment fort de déqualification sociale.

Par exemple, lorsque des jeunes filles ne veulent pas se mettre en maillot de bain, est-ce vraiment un souci d'ordre religieux ? N'est-ce pas simplement révélateur des difficultés liées à l'adolescence, l'effet de groupe ? C'est souvent leur choix et non celui des parents...

Du côté de l'institution, y a-t-il une forme d'islamophobie ?

Non, l'institution n'est absolument pas islamophobe. Je parle de l'institution, je ne sais s'il y a des personnels islamophobes, mais l'institution, elle, ne l'est clairement pas. Pour certains enseignants, le problème est la difficulté parfois de comprendre le monde dans lequel vivent leurs élèves. Dans mon enquête, il apparaît un sentiment d'une très grande altérité entre enseignants et élèves sur ces territoires. L'enclavement, l'absence de mixité dans laquelle vivent les élèves fabriquent un « eux » et un « nous ». Certains enseignants, de bonne foi, m'ont dit « on est culturellement différents ».

Et le rôle du discours politique dans tout cela ?

Il existe une construction médiatique et politique de ces questions, on ne peut le nier. Mais aujourd'hui, on atteint un nouveau palier : on entre dans une instrumentalisation délibérée de ces questions qui remuent la société à des fins électorales. C'est ce qui est inquiétant. Il faut s'attaquer au problème de l'islam à l'école, qui est une question politique, car s'y attaquer, c'est s'attaquer à tous les problèmes sociaux rencontrés par ces familles depuis plusieurs générations. Le vrai paradoxe réside dans cette expression : l'intégration du français musulman. Pourquoi définir une partie des Français par leur religion et encore parler d'intégration ? Le vrai problème est la représentation de ces familles en tant que familles françaises... Tant qu'on n'acceptera pas que ce sont des descendants d'immigrés au même titre que les Italiens ou les Portugais, des immigrés qui ont construit la France, on sera en difficulté... Il nous faut construire une histoire commune, qui ne fait pas l'impasse sur le passé colonial, et qui intègre toutes les composantes de la société française pour avancer sur ces questions.

Lilia Ben Hamouda